

Compte rendu du CSE Réseau des 28 et 29 août



Toutes les images de ce compte rendu ont été générées par IA.

Un brin d'exotisme pour cette réunion estivale du CSE réseau qui s'est tenue à Strasbourg pour cause de Jeux Paralympiques à Paris. Mais ce Cap à l'Est et son chaleureux accueil sont le seul petit grain de nouveauté de l'instance. Et cette réunion, comme nous l'avions annoncé dans notre liminaire, [à lire ici](#), n'aura en rien apaisé les inquiétudes sur l'avenir de France 3, son financement, la rentrée des éditions Ici et celle des programmes.

La directrice du réseau, Isabelle Staes, après avoir salué les fortes audiences des JT pendant les JO, répondra aux interrogations sur le projet de fusion France/France Bleu par un "La fusion ? Quelle fusion ? Depuis la dissolution, il y a une certaine confusion." Pour l'instant, on parle donc de "coopérations éditoriales à renforcer" !



AU SOMMAIRE

- [Grille de rentrée : les pieds dans le plat !](#)
- [Formation : s'adapter à tout prix !](#)
- [Sherlock partout](#)
- [Le travail, c'est \(pas toujours\) la santé !](#)
- [Des ASC plus vertueuses](#)

Grille de rentrée : les pieds dans le plat !

Ce devait être un des plats de résistance, ce fut une version tapas largement insuffisante pour satisfaire l'appétit d'un CSE en manque de réponse sur son avenir. Le point 2 évoquait la grille de rentrée et les cases de décrochage. Ce fut le décrochage de la direction, renvoyée à sa copie pour insuffisance d'ingrédients caractérisée : si la cuisine est omniprésente sur nos antennes (tous les matins dans les régions avec quelques réexpositions nationales, tout comme deux émissions déco et deux émissions spéciales "La meilleure frite", en octobre et "Mon premier marché de Noël", en décembre), le(s) reste(s) a laissé les élus sur leur faim : hormis des "blocs d'horaires, programme et info" (inchangés pour la plupart) les chefs annonçaient une carte des menus majoritairement identique avec, à la marge, des remplacements "à la main des régions". "Pas de suppression" mais de possibles "évolutions". Qui fabrique sur place, qui réchauffe ? Pas de réponse. On garde un goût amer en bouche sur le principe des émissions produites ici et diffusées là-bas (d'une région à l'autre), ça reste du régional, mais sans forcément correspondre au territoire. Du local en circuits longs, quoi !

Une petite pointe de sel pour la "meilleure" Enquête de Régions du réseau diffusée sur la tranche nationale dans "Le Mag" samedi vers 12 h. Format 15' obligatoire. Ce qui va probablement impacter les durées des reportages des EDR régionaux.



Enfin une surprise de la cheffe avec l'annonce d'un "renforcement du rapprochement" avec France Bleu dans les Hauts-de-France ; pas de cuisine fusion, nous affirme-t-on, mais une simple coopération.

Face à cette carte hors saison et non actualisée, les élus ont unanimement demandé et obtenu un CSE extraordinaire avec la part de l'activité pour chaque région et les moyens prévus. Sans oublier un point précis sur les éditions Ici et l'avenir de l'appellation France 3. On remet les pieds dans le plat la semaine prochaine.

Formation : s'adapter à tout prix !

La direction a tenu les cordons de la bourse prévus pour le plan de formation en 2023. Beaucoup de chiffres – un investissement global de 2 000 000 et près de 8 200 stagiaires – mais qui cachent mal certaines réalités. Une majorité de ces formations ont une nouvelle fois concerné des adaptations aux nouveaux outils que sont Open Média, Newsboard et les régies Mosar. Au détriment des formations de développement des compétences. Ce qui pourtant devrait être privilégié dans une entreprise qui ne cesse de se transformer sans trop se soucier de la bonne “employabilité” de ses salariés.

Pour les journalistes, les formations de fond, pour accroître leurs connaissances sur tel ou tel dossier, ne semblent pas être une priorité. Pour les chefs de service, il y a contradiction flagrante entre la volonté de former les salariés et la pression sur les économies d'ETP. Pire : l'an dernier, ce sont les budgets des régions qui ont financé une deuxième salve de formation sur certains outils. Mais aujourd'hui, on n'en parle plus. C'est tabou ! Nous n'avons pas non plus le chiffre des annulations de formations qui coûtent très cher à l'entreprise.



Seule bonne nouvelle : il y aura prochainement des formations pour les maquilleuses. Une catégorie de salarié.es qui jusqu'à présent se voyaient proposer un seul stage.

Sherlock partout

Certains outils informatiques ayant bien vécu à France Télévisions, leur remplacement a déjà commencé au siège et c'est maintenant au tour du Réseau et des ultramarins. Sherlock arrive, la phase 2.1 débute maintenant et elle concerne directement les régions de France 3.

Oscar, Argos et Trafic pour les ultramarins, ces logiciels historiques seront totalement remplacés en 2025 par Sherlock. Ce dernier, acheté à la société Mediagenix, va modifier l'approche de la gestion des programmes et fluidifier leur circulation au sein des antennes. De la fabrication à la diffusion, en passant par la promotion, les droits d'auteur ainsi que l'aspect financier et juridique sur le linéaire et le non-linéaire, Sherlock va devenir l'outil incontournable.

Dès le mois de septembre 2024, une mono antenne Pays de Loire et une multi-antennes Occitanie seront stations pilotes. Du côté des formations, la direction nous explique que l'accompagnement des salariés concernés sera modulable en fonction des capacités de chacun ! L'expérience difficile du déploiement d'Open Media semble être passée par là.

L'ensemble des données enregistrées dans Sherlock, hors médias, seront hébergées chez Amazon web services à Paris et à Dublin pour plus de sécurité. Aucune entreprise de Cloud française n'avait la capacité de répondre à tous les critères de l'appel d'offre, nous dit-on.



Sherlock est très "customisable", d'après la direction, et pourra s'adapter aux besoins et aux habitudes de travail des utilisateurs. Un logiciel dont l'équipe projet parle avec des mots choisis et enchanteurs sur un document PDF. L'automatisation de certaines tâches va considérablement modifier le travail des salariés concernés. La direction ne nous a pas fourni d'étude d'impact permettant d'en estimer l'ampleur.

Le CSE Réseau, n'ayant pas été consulté ni informé au préalable des modalités de ce déploiement, a voté une résolution à la majorité afin d'obtenir plus d'informations permettant d'analyser précisément l'impact sur les salariés et leurs conditions de travail.

Le travail, c'est (pas toujours) la santé !

La station d'Antibes encore en souffrance. La gestion clanique des personnels et l'incapacité de la Direction régionale à apporter des solutions continuent de créer de graves tensions. Comme ont pu le noter et regretter les membres de la CSSCT dans le compte rendu de leur commission du mois de juillet.

Côté technique, il a fallu les explications de la nouvelle cheffe de centre et l'organisation d'une médiation avec une professionnelle suggérée par le médecin du travail pour améliorer la situation de deux cadres de régie et apaiser un collectif qui se sentait abandonné par une direction ayant jusqu'alors échoué à apaiser les tensions.

Une notion de justice et d'écoute active pas encore partagée côté rédaction. Le plan d'action pour risque grave patine. Le directeur de la prévention doit lui-même faire appliquer les préconisations du rapport SECAFI quasi ignorées depuis plus d'un an par les responsables régionaux ! Les responsabilités ont pourtant bien été analysées, comme l'ont rappelé une majorité d'élus, qui déplorent l'inertie qui a suivi. Concernant la gestion humaine du directeur régional, de la DRH et du rédacteur en chef, les remontées restent préoccupantes. Depuis le rapport d'expertise, des plaintes pour blagues racistes n'ont pas été traitées, selon la CSSCT, de manière appropriée.

Le management clanique est particulièrement destructeur ; les experts ont pu le constater maintes fois dans leur rapport pour Risque Grave, y compris à Antibes.



Ces derniers mois, d'autres salariés de la rédaction ont dû être arrêtés par leur médecin. Un journaliste en pré-retraite unanimement reconnu pour son professionnalisme par ses collègues et victime de la situation, a jugé plus salvateur d'anticiper sa fin de carrière en rachetant des trimestres !

Le directeur de la prévention a annoncé comme première pierre d'un long chantier la réhabilitation à Antibes du rôle et de la légitimité de tous les délégués syndicaux.

Des ASC plus vertueuses

C'est la nouveauté de la rentrée. Les voyages au-delà d'un week-end sont désormais proposés et organisés centralement par une commission voyage.

Neuf personnes (assistantes des ASC, membres ou président(e)s des commissions locales) réparties géographiquement la composent. Huit autres personnes travailleront sur des projets de voyage.

Cette commission a un double objectif :

- Plus d'équité entre petites et grandes antennes, car faute de moyens ou de temps, certaines d'entre elles n'ont pas pu proposer de voyage aux salariés depuis plusieurs années. C'est le cas notamment de Besançon, Poitiers, Limoges ou Dijon.
- Faire évoluer l'offre dans une optique de réduction de l'empreinte carbone et proposer des voyages plus éthiques et responsables.



Pour la fin de l'année, trois voyages sont d'ores et déjà prévus : New-York, Londres et Lanzarote. Priorité sera donnée aux salariés des antennes n'ayant pas organisé de voyage ou de week-end en 2024. Pour l'année prochaine, un arbitrage avec des points sera mis en place.

Prochain CSE :
les 18 et 19 septembre et CSE extraordinaire le 9 septembre.

Vos élus et représentant SNJ:
Magali Roubaud-Soutrelle, Myriam Figureau, Vincent Habran
et Hervé Colosio